

Régie
du logement

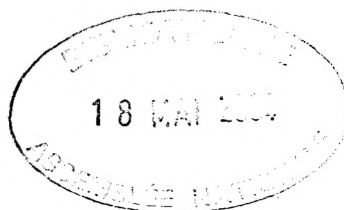
Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DE

L'OPPOSITION OFFICIELLE



AVRIL 2004

APR 27 10:19

4 APR 27 10:19

A36L65
C33
2004/05
OL
Pgouv.
lectures
amplora

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2004

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Comparaison, par poste budgétaire, entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale pour l'année financière se terminant le 31 mars 2004 et ceux déposés pour l'année financière se terminant le 31 mars 2005
2. Organigramme de la Régie du logement
3. Publications de la Régie du logement
4. Voyages hors Québec
5. Dépenses en publicité
6. Sondages et groupes de discussions en 2003-2004
7. Études commandées en 2003-2004
8. Contrats de moins de 25 000 \$
9. Dépenses de photocopie, télécopie, téléphonie cellulaire, téléavertisseur, mobilier de bureau, fournitures de bureau, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, ressourcement ou préparation à la retraite, participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement
10. Nombre et répartition du personnel
11. Jours de maladie, vacances et heures supplémentaires
12. Précisions sur l'effectif
13. Liste des baux pour les espaces loués par la SIQ
14. Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2003-2004 et prévisions 2004-2005
15. Mise à part la SIQ, liste des firmes de qui sont loués des espaces
16. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels depuis le 29 avril 2003

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2004

TABLE DES MATIÈRES

17. Personnel du cabinet du ministre au 1^{er} mars 2004
18. Sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministère ou de l'organisme
19. Ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral
20. Personnel en disponibilité par catégories d'emploi
21. Personnel hors structure rémunéré par la Régie et qui n'occupe aucun poste à la Régie
22. Personnel rémunéré par la Régie et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres
23. Personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté à la Régie
24. Personnel qui reçoit une double rémunération
25. Liste détaillée du matériel informatique
26. Évolution de la masse salariale du cabinet ministériel
27. Liste des abonnements et leur coût
28. Site Internet
29. Programmes spécifiques offerts aux jeunes (15-35 ans)
30. Ententes signées et/ou annoncées lors de missions à l'étranger
31. État d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale
32. Dépenses effectuées par l'organisme en 2003-2004 dans les technologies de l'information
33. Liste et copie des contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2004

TABLE DES MATIÈRES

- 34. Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État
- 35. Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels
- 36. Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail
- 37. Budgets consacrés à la sécurité des ministères
- 38. Nombre et nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à cet égard
- 39. Modification à une directive existante ou toute nouvelle directive à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information
- 40. Nominations, depuis le 29 avril 2003, de mandataires, émissaires, négociateurs et médiateurs
- 41. Nouvelle entente ou lettre d'entente ainsi que toute modification à une entente existante avec le gouvernement fédéral
- 42. Études commandées en 2003-2004 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics
- 43. Dépenses effectuées pour les tournées ministérielles pour 2003-2004
- 44. Montants déboursés en 2003-2004 ainsi que les prévisions pour 2004-2005 pour les études, avis ou achat de matériel pour la mise en place du gouvernement en ligne
- 45. Rapports et évaluation des missions effectuées à l'étranger par le Premier Ministre
- 46. Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying
- 47. Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information
- 48. Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres
- 49. Nombre de postes non comblés depuis février 2004

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2004

TABLE DES MATIÈRES

- 50. Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2003-2004
- 51. Montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2003-2004 et mesures prises pour atteindre ces cibles
- 52. Liste des nomination effectuées par chaque membre du Conseil des ministres
- 53. Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement
- 54. Liste des contrats confiés à l'externe à des fins de réingénierie
- 55. Sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger
- 56. Nombre d'attachés politiques qui ont signé certaines directives du Premier ministre
- 57. Liste et les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec l'organisme en 2003-2004
- 58. Évolution depuis 2000 du nombre de fonctionnaires responsables des dossiers de condition féminine et prévision d'effectifs pour 2004-2005
- 59. Liste de toutes les publications relatives à la condition féminine pour 2003-2004, publiées par l'organisme
- 60. Copie des rapports de tous les comités interministériels et de tous les groupes de travail en 2003-2004
- 61. Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres

1. COMPARAISON, PAR POSTE BUDGÉTAIRE, ENTRE LES CRÉDITS DÉPOSÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE SE TERMINANT LE 31 MARS 2004 ET CEUX DÉPOSÉS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE SE TERMINANT LE 31 MARS 2005

Extraits annexés des volumes « *Crédits des ministères et organismes* »
pour les années 2003-2004 et 2004-2005.

Affaires municipales, Sport et Loisirs

Programme 7 Régie du logement

Élément	2003-2004			2002-2003	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Régie du logement	14 635,0	136,0	200,0	14 699,0	13 971,8
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2002-2003 (2002, c. 3)				81,9	-
Crédit à voter*				14 617,1	13 971,8

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2003-2004	2002-2003
		(000 \$)		
Rémunération	11 456,7		11 456,7	10 882,2
Fonctionnement	3 178,3		3 178,3	3 050,6
	14 635,0		14 635,0	13 932,8
Effectif total	225		225	225
Budget d'investissements				
Immobilisations	200,0		200,0	175,0
	200,0		200,0	175,0

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2004-2005 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et ce, dans la mesure où ce crédit n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Affaires municipales, Sport et Loisir

Crédit au net

	2003-2004	2002-2003
	(000 \$)	
Programme 7 - Régie du logement		
Dépenses du programme (excluant amortissement)	14 499,0	13 796,8
Moins Revenus associés au crédit au net	3 100,0	3 100,0
Crédit au net	11 399,0	10 696,8

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités de la Régie du logement dont la mission consiste à informer les locataires et les locateurs sur leurs droits et obligations résultant du bail, à favoriser la conciliation entre ceux-ci et, à défaut de règlement à l'amiable, à trancher les litiges. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification des activités de règlement des litiges.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 3 100 000 \$.

Affaires municipales, Sport et Loisir

Programme 8 Régie du logement

Élément	2004-2005			2003-2004	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Régie du logement	14 553,1	171,0	250,0	14 632,1	14 642,6
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2002-2003 (2002, c. 3)				-	25,5
Crédit à voter*				14 632,1	14 617,1

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

- * Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2004-2005	2003-2004
		(000 \$)		
Rémunération	11 456,7		11 456,7	11 456,7
Fonctionnement	3 096,4		3 096,4	3 121,9
	14 553,1		14 553,1	14 578,6
Effectif total	225		225	225
Budget d'investissements				
Immobilisations	250,0		250,0	200,0
	250,0		250,0	200,0

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé du crédit de ce programme peut être reporté en 2005-2006, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2004-2005, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, et ce, dans la mesure où ce crédit n'est pas augmenté par un recours au Fonds de suppléance.

Affaires municipales, Sport et Loisir

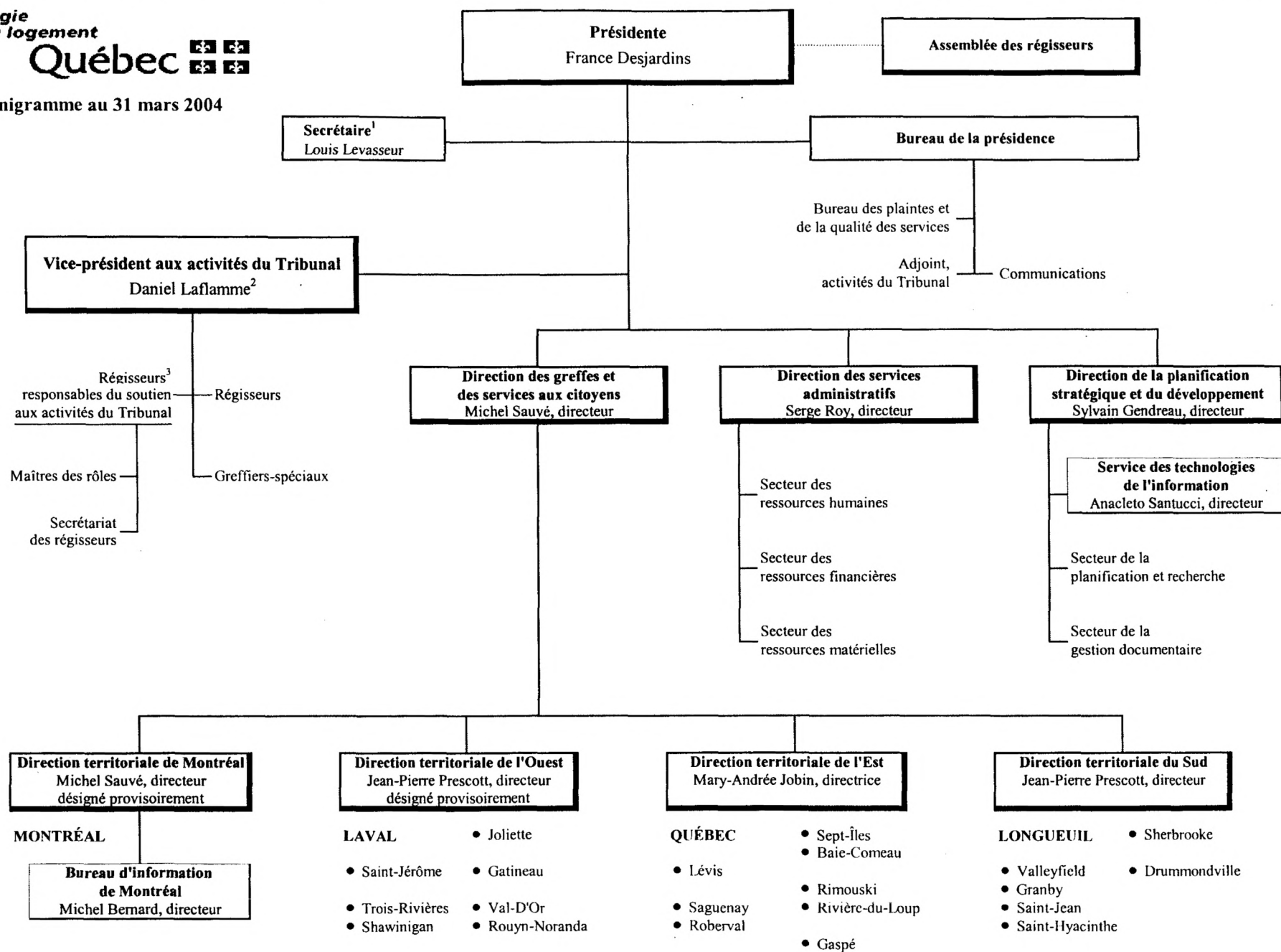
Crédit au net

	2004-2005	2003-2004
	(000 \$)	
Programme 8 - Régie du logement		
Dépenses du programme (excluant amortissement)	14 382,1	14 442,6
Moins : Revenus associés au crédit au net	3 100,0	3 100,0
Crédit au net	11 282,1	11 342,6

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités de la Régie du logement dont la mission consiste à informer les locataires et les locateurs sur leurs droits et obligations résultant du bail, à favoriser la conciliation entre ceux-ci et, à défaut de règlement à l'amiable, à décider des litiges. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification des activités de règlement des litiges.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 3 100 000 \$.

Organigramme au 31 mars 2004



¹ Le secrétaire est notamment responsable de l'éthique et de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels*.

² L'emploi de vice-président a été occupé par Pierre H. Cadieux jusqu'au 30 mars 2004.

³ En devenir.

3. LISTE DES PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT 2003-2004

DESCRIPTION	GENRE	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
COPROPRIÉTÉ (AFFICHE)	affiche				
AVIS D'INTENTION (F)	formulaire 3 parties				
AVIS D'INTENTION (A)	formulaire 3 parties				
OFFRE DE VENTE (F)	formulaire 3 parties				
OFFRE DE VENTE (A)	formulaire 3 parties				
EXÉCUTER OU CONTESTER UNE DÉCISION DE LA RÉGIE	brochure	10000 6000	1 915,00 \$ 1 115,00 \$	Imprimerie Goliath Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
EXECUTING OR CONTESTING A REGIE DECISION	brochure	2000 1500	875,00 \$ 525,00 \$	Imprimerie Goliath Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
COMMENT SE PRÉPARER À UNE AUDIENCE	brochure	10000 8000	1 915,00 \$ 1 280,00 \$	Imprimerie Goliath Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
HOW TO PREPARE FOR A HEARING	brochure	3000 3000	975,00 \$ 720,00 \$	Imprimerie Goliath Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
COMMENT S'ENTENDRE (CALCUL)	formulaire/dépliant	30000	2 666,25 \$	Imprimerie Intra Média inc.	ensemble des bureaux RDL Communication-Québec
HOW TO AGREE (CALCUL)	formulaire/dépliant	10000	888,75 \$	Imprimerie Intra Média inc.	ensemble des bureaux RDL Communication-Québec
LA CONVERSION EN COPROPRIÉTÉ DIVISÉE...ET LES LOCATAIRES	dépliant	5000	334,88 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
UNDIVIDED CO-OWNERSHIP...AND THE TENANTS	dépliant	2000	184,28 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
FEUILLET SUR LES FRAIS EXIGIBLES (FRANÇAIS)	feuille	5000		interne	ensemble des bureaux RDL
FEUILLET SUR LES FRAIS EXIGIBLES (ANGLAIS)	feuille	2000		interne	ensemble des bureaux RDL
CONVENTION ENTRE COLOCATAIRE	dépliant	1000		interne	ensemble des bureaux RDL
CONVENTION BETWEEN CO-LESSEE	dépliant	500		interne	ensemble des bureaux RDL
EXÉCUTER OU CONTESTER UNE DÉCISION DE LA RDL	feuille	135000 135000	3 329,68 \$ 4 142,56 \$	Imprimerie Héon et Nadeau Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL

3. LISTE DES PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT 2003-2004

DESCRIPTION	GENRE	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
EXÉCUTING OR CONTESTING A RDL DECISION	feuillet	5000 2000	123,30 \$ 130,16 \$	Imprimerie Héon et Nadeau Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
COMMENT SIGNIFIER UNE DEMANDE	feuillet	10000	241,34 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
HOW TO SERVE AN APPLICATION	fiche				
FEUILLET "DÉSIGNATION LÉGALE DU LOCATEUR ET DU LOCATAIRE"	fiche				
FEUILLET "LEGAL DESIGNATION LESSORS AND LESSEES"	fiche				
FEUILLET "COMMENT SE PRÉPARER A UNE AUDIENCE"	fiche	10000	715,12 \$	Imprimerie Goliath	ensemble des bureaux RDL
FEUILLET "HOW TO PREPARE FOR A HEARING"	fiche	5000	500,07 \$	Imprimerie Goliath	ensemble des bureaux RDL
FEUILLET "LA RECONDUCTION DU BAIL"	fiche	75000	N / D	Transcontinental	ensemble des bureaux RDL
FEUILLET "RENEWING THE LEASE OF A DWELLING"	fiche	25000	N / D	Transcontinental	ensemble des bureaux RDL
ACCES AU LOGEMENT ET LA VISITE	fiche	15000	947,40 \$	Imprimerie Goliath	ensemble des bureaux RDL
ACCESS TO THE DWELLING	fiche				
LE BRUIT	fiche	15000	428,44 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
NOISE	fiche	5000	180,42 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
LE PAIEMENT DU LOYER	fiche	25000	725,44 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
RENT PAYMENT	fiche	10000 25000	324,94 \$ 725,44 \$	Imprimerie Héon et Nadeau Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
PROBLEMES DE CHAUFFAGE	fiche	5000 10000	448,33 \$ 324,94 \$	Imprimerie Goliath Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
HEATING PROBLEMS	fiche	5000	180,42 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
RÉPARATIONS URGENTES ET NÉCESSAIRES	fiche	10000 15000	320,00 \$ 395,78 \$	Imprimerie Héon et Nadeau Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL

3. LISTE DES PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT 2003-2004

DESCRIPTION	GENRE	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
URGENT AND NECESSARY REPAIRS	fiche	5000	315,80 \$	Imprimerie Goliath	ensemble des bureaux RDL
REPRISE DE POSSESSION	fiche	15000 15000	674,00 \$ 627,56 \$	Imprimerie Héon et Nadeau Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
REPOSSESSION	fiche	5000 5000	320,00 \$ 250,56 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
TRAVAUX MAJEURS	fiche	10000 15000	505,00 \$ 612,56 \$	Imprimerie Héon et Nadeau Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
MAJOR WORK	fiche	5000	315,80 \$	Imprimerie Goliath	ensemble des bureaux RDL
CÉDER SON BAIL OU SOUS-LOUER	fiche	5000 15000 15000	315,80 \$ 612,56 \$ 674,00 \$	Imprimerie Goliath Imprimerie Héon et Nadeau Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
ASSIGNING YOUR LEASE OR SUBLETTING	fiche	5000	250,56 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
LA COLOCATION	fiche	10000 10000	896,60 \$ 431,56 \$	Imprimerie Goliath Imprimerie Goliath	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
JOINT TENANCY	fiche	5000	250,56	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
CONV. D'UN IMMEUBLE EN COPRO. DIVISE (PROP. OCC.)	guide	400	159,04 \$	CopieXpress	ensemble des bureaux RDL
CONV. PROP. TO DIVIDED CO-OWNERSHIP (OCC. OWNER)	guide	200	79,52 \$	CopieXpress	ensemble des bureaux RDL
CONV. D'UN IMMEUBLE EN COPRO. DIVISE	guide	400	159,04 \$	CopieXpress	ensemble des bureaux RDL
CONV. PROP. TO DIVIDED CO-OWNERSHIP	guide	200	79,52 \$	CopieXpress	ensemble des bureaux RDL
ENSEMBLE IMMOBILIER	guide	200	79,52 \$	CopieXpress	ensemble des bureaux RDL
HOUSING COMPLEX	guide	100	39,76 \$	CopieXpress	ensemble des bureaux RDL
AVIS D'ABANDON DU LOGEMENT	guide				
NOTICE OF ABANDONMENT OF THE DWELLING	guide				
AVIS DE CESSION DE BAIL	avis	10000 15000	200,15 \$ 333,04 \$	Reprôtech inc. Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
NOTICE TO ASSIGN THE LEASE	avis	5000	143,33 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL

3. LISTE DES PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT 2003-2004

DESCRIPTION	GENRE	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
AVIS EN CAS DE CESSATION DE COHABITATION	avis				
NOTICE REGARDING THE CESSATION OF COHABITATION	avis				
AVIS EN CAS DE DÉCÈS DU LOCATAIRE	avis				
NOTICE REGARDING THE DEATH OF THE TENANT	avis				
AVIS DE DÉPÔT DE LOYER	avis				
NOTICE OF RENT DEPOSIT	avis				
AVIS D'AUGMENTATION DE LOYER ET DE MODIFICATION D'UNE AUTRE CONDITION DU BAIL	avis	25000 20000	644,00 \$ 626,36 \$	Reprotech inc. Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
NOTICE OF RENT INCREASE AND MODIFICATION OF ANOTHER CONDITION OF THE LEASE	avis	10000	278,00 \$	Reprotech inc.	ensemble des bureaux RDL
AVIS DE NON-RECONDUCTION DU BAIL PAR LE LOCATAIRE	avis	5000 5000	115,60 \$ 164,64 \$	Reprotech inc. Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
NOTICE OF NON-RENEWAL OF THE LEASE BY THE TENANT	avis				
AVIS DE RÉPARATION OU D'AMÉLIORATION MAJEURE	avis	5000	143,33 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
NOTICE OF MAJOR IMPROVEMENTS OR REPAIRS	avis				
AVIS DE REPRISE DU LOGEMENT	avis	5000 10000	115,60 \$ 241,34 \$	Reprotech inc. Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
NOTICE OF REPOSSESSION	avis	5000	143,33 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
RÉPONSE DU LOCATAIRE À UN AVIS D'AUGMENTATION ET DE MODIFICATION D'UNE AUTRE CONDITION DU BAIL	avis	10000	286,60 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
TENANT'S REPLY TO A NOTICE OF RENT INCREASE AND MODIFICATION OF ANOTHER CONDITION OF THE LEASE	avis	10000	199,55 \$	Reprotech inc.	ensemble des bureaux RDL
RÉPONSE À UN AVIS DE REPRISE DU LOGEMENT	avis	5000	143,33 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	ensemble des bureaux RDL
REPLY TO A NOTICE OF REPOSSESSION	avis				
AVIS DE RÉSILIATION DU BAIL SUITE À ...LOYER MODIQUE	avis				

3. LISTE DES PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT 2003-2004

DESCRIPTION	GENRE	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
NOTICE OF RESILIATION OF LEASE ...LOW-RENTAL HOUSING	avis				
AVIS DE RÉSILIATION DU BAIL ...CENTRE D'HÉBERGEMENT	avis				
NOTICE OF RESILIATION OF LEASE ...RESIDENTIAL	avis				
AVIS DE SOUS-LOCATION DU LOGEMENT	avis				
NOTICE TO SUBLET THE DWELLING	avis				
AVIS D'ÉVICTION POUR SUBDIVISION...	avis				
NOTICE OF EVICTION TO DIVIDE THE DWELLING...	avis				
ÉCRIT CONSTATANT LES MODIFICATIONS AU BAIL...	avis				
WRITING EVIDENCING THE MODIFICATIONS...	avis				
CONTRAT DE CESSION DE BAIL	contrat	20000 15000 15000	547,95 \$ 426,88 \$ 426,88 \$	Reprotech Reprotech Imprimerie Goliath	ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL ensemble des bureaux RDL
ASSIGNMENT OF LEASE AGREEMENT	contrat				
TOTAL DES PUBLICATIONS			40 072,29 \$		

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2003

TORONTO

Date : 29 janvier 2004 (aller –retour)

But du voyage : Rencontre de membres du Ontario Rental Housing Tribunal

Coût : 1 630 \$

Personnes rencontrées : Mrs. Carol Kiley, Mr. Vincent Mathias, Mr. Brian Optiz
et Mrs. Diana Macri

Participants : M. Sylvain Gendreau
Directeur de la planification stratégique et du
développement

M. Paolo Longato
Membre professionnel
Direction de la planification stratégique
et du développement

M. Miche Sauvé
Directeur des greffes et des services à la clientèle

Bilan : Rencontre des membres pour partager l'information sur les
sujets suivants :

- l'évolution de leur législation
- l'évolution de leur fonctionnement

5. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS

Aucune dépense de cette nature n'a été effectuée en 2003-2004.

6. LISTE DES SONDAGES ET GROUPE DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004 À LA DEMANDE DES CABINETS DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, MINISTÈRES, ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS QUI S'Y RATTACHENT

Au cours de l'exercice 2003-2004, la Régie du logement a mené une enquête auprès de sa clientèle des centres d'appels téléphoniques de Montréal et de Québec, afin de dresser un tableau des sujets les plus fréquemment abordés.

7. LISTE DES ÉTUDES DE MOINS DE 25 000 \$ COMMANDÉES À L'EXTÉRIEUR DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004

La Régie du logement s'est associée avec la Société d'habitation du Québec (SHQ), le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Ville de Montréal pour financer une **Étude sur la caractérisation et l'analyse de la situation des logements en copropriété divisée dans la région de Montréal.**

La réalisation de l'étude a été confiée à l'INRS-Urbanisation, Culture et Société (partie analyse) et à Jolicoeur & Associés (partie enquête). La SHQ est chargée de la gestion administrative du projet et est responsable de la publication du rapport final. Le dépôt du rapport final est prévu pour septembre 2004.

Pour le financement de l'étude, la Régie a versé un premier montant de 7 000 \$ en novembre 2003 et un second montant de 8 770 \$ en mars 2004, soit un total de 15 770 \$ pour le présent exercice.

**8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS
EN 2003-2004**

Technologies IMEX Inc.

Contrat de services professionnels pour la traduction de décisions.
Les honoraires professionnels payés totalisent la somme de : 10 053 \$

Trudel, Nadeau, Lessage, Larivière et Associés

Contrat de services professionnels pour représenter les régisseurs de
la Régie du logement devant le Conseil de la justice administrative.
Les honoraires professionnels payés totalisent la somme de : 1 590 \$

Les Consultants Longpré et Associés

Contrat de services professionnels pour le programme d'aide
aux employés.
Les honoraires professionnels payés totalisent la somme de : 7 012 \$

Élix Prima Télém

Contrat de service pour RVI
Les honoraires professionnels payés totalisent la somme de : 8 412 \$

Frisco Bay

Contrat d'entretien du système de service prioritaire PSS
Les honoraires professionnels payés totalisent la somme de : 1 604 \$

Gestar Inc.

Contrat d'entretien DOCUMENTIK
Les honoraires professionnels payés totalisent la somme de : 1 743 \$

I.B.M. Canada Inc.

Contrat du plan de relève de l'ordinateur central (AS/400)
Les honoraires professionnels payés totalisent la somme de : 5 727 \$

Sungard

Contrat du plan de relève de l'ordinateur central (AS/400)
Les honoraires professionnels payés totalisent la somme de : 3 625 \$.

9. MONTANT, POUR L'ANNÉE 2003-2004, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES

Catégorie :	Coût 2003-2004
- Photocopie :	47 400 \$
- Téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	6 729 \$
- Télavertisseurs	0 \$
- Mobilier de bureau	15 049 \$
- Distributeurs d'eau de source	2 260 \$
- Remboursement des frais de transport	172 120 \$
- Remboursement des frais d'hébergement et des frais de repas :	125 407 \$
- Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec : ¹	
Frais de voyage :	26 840 \$
Frais d'inscription :	39 055 \$
b) à l'extérieur du Québec	1 630 \$

¹ Incluant les frais de transport, de repas et d'hébergement déjà considérés sous ces rubriques.

10. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHE D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI AU 31 MARS 2004

Catégorie d'emploi	Sexe		Total et % de l'effectif	- 35 ans	+ 35 ans		Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	Hommes	Femmes								
Cadres	6 100 % ³		6 3,1 %		6 100 %					1
Professionnels	8 50 % ³	8 50 % ³	16 8,2 % ⁴	1 6,2 %	15 93,8 %					1 6 % ³
Fonctionnaires	39 22,5 % ³	134 77,5 % ³	173 88,7 % ⁴	17 9,8 %	156 90,2 %		8 4,6 % ³	1 0,6 % ³	1 0,6 % ³	10 5,8 % ³
Total de l'effectif régulier¹ et occasionnel	53 27,2 % ⁴	142 72,8 % ⁴	195 85,9 % ⁵	18 9,2 %	177 90,8 %		8 4,1 % ⁴	1 0,5 % ⁴	1 0,5 % ⁴	12 6,2 % ⁴
Hors cadres ²	16 50 % ³	16 50 % ³	32 14,1 % ⁵		32 100 %					2 6 % ³
Total de l'effectif global	69 30,4 % ⁵	158 69,6 % ⁵	227 100 %	18 8 %	209 92 %		8 3,5 % ⁵	1 0,4 % ⁵	1 0,4 % ⁵	14 6,2 % ⁵

¹ Nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique

² Personnel de la haute direction et régisseurs

³ Pourcentage par catégorie d'emploi

⁴ Pourcentage de l'effectif régulier

⁵ Pourcentage de l'effectif global

11. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2003-2004

CATÉGORIE D'EMPLOI : DIRIGEANTS ET MEMBRES D'ORGANISMES

2003-2004	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	0	1	0	0	0	1	5	6	3	0	0	0
Nombre de jours de vacances	38	39	50	105	200	98,5	79,5	40	56	85	60	26

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL D'ENCADREMENT

2003-2004	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	0	0	0	0	2	2	8	2,5	3	2	1	0
Nombre de jours de vacances	0	6	18,5	40	48,5	3,5	12	3	11	1,5	12	0

⁽¹⁾ Période en assurance salaire incluse

**11. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL
ET LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES POUR 2003-2004**

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL PROFESSIONNEL

2003-2004	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	2	13	22	7,5	2,5	1	0,5	0	0	4,5	0,5	0
Nombre de jours de vacances	5	4	21,5	102,5	75	37	1,5	13,5	39	15,5	0,5	6
Nombre d'heures supplémentaires	2,5	6,5	3,5	0	0	0	0	0	0	23,41	8	0
• effectuées												
• remboursées	0	0	0,5	0	0	0	0	0	0	10,5	0	0
• compensées	2,5	6,5	4,0	0	0	0	0	0	0	33,91	8	0

⁽¹⁾ Période en assurance salaire incluse

**11. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL
ET LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES POUR 2003-2004**

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL FONCTIONNAIRE

2003-2004	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	270	294,50	314	249	255	328,50	266	255	227,50	298,50	253,50	191
Nombre de jours de vacances	115,50	129,50	312,50	877	953,5	169	110,50	92,50	345	133,50	69,50	7
Nombre d'heures supplémentaires												
• effectuées	281,76	152,41	181,70	277,38	162,42	105,25	144,04	196,93	111,91	118,69	161,65	8,82
• remboursées	180,78	57,69	68,49	118,37	85,35	34,02	40,53	77,57	23,44	50,03	83,65	8,82
• compensées	100,98	94,72	113,21	159,01	77,07	71,23	103,51	119,36	88,47	68,66	78	0

⁽¹⁾ Période en assurance salaire incluse

**12. EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR
TERRITOIRE AU 1^{ER} MARS 2004**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**13. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS DE LA SOCIÉTÉ
IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**14. LISTE DES BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN EN 2003-2004, ET
PRÉVISIONS 2004-2005**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**15. MISE À PART LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC, LISTE DES FIRMES, EN 2003-2004,
DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES**

EMPLACEMENT	SUPERFICIE M²	SUPERFICIE OCCUPÉE	SUPERFICIE INNOCUPÉE	COÛT	DURÉE	PROPRIÉTAIRE
SALABERRY-DE- VALLEYFIELD		-	-	6 000 \$	Entente entre la Régie du logement et la Cour municipale de Valleyfield	

**16. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX
EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS DEPUIS LE 29
AVRIL 2003**

Sans objet

17. LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE AU 1^{ER} MARS 2004

Sans objet

**18. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2003-2004 À MÊME LE
BUDGET DISCRÉTIONNAIRE**

Sans objet

**19. VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DE DÉPENSES
AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL EN 2003-2004**

Sans objet

**20. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES
D'EMPLOI**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**21. LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES
D'EMPLOI, RÉMUNÉRÉ PAR L'ORGANISME, QUI N'OCCUPE AUCUN
POSTE**

Sans objet

**22. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ ET AFFECTÉ À DES
ORGANISMES PUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES**

Sans objet

**23. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES
PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET
AFFECTÉ À L'ORGANISME**

Sans objet

24. LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION

Sans objet

25. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ACQUIS EN 2003-2004

<u>Quantité</u>	<u>Description</u>	<u>Dépenses</u>
12	Écran d'ordinateur	3 673 \$
18	Imprimante Lexmark E323	7065 \$
1	Module 10BaseT pour imprimante	565 \$
3	Module d'expansion 1GB 1000Base-T	900 \$
1	Smart UPS 2200	999 \$
17	Switch 3Com SuperStack 3	10 570 \$
10	Ventilateurs pour PII	120 \$
1	HP Storage Works MSL6030 IDR V LTO Ultrium 460 RM	21 004 \$
4	Imprimante HP Laser Jet 4200 DTN	9 960 \$
2	Imprimante IBM 4247-003	9 800 \$
2	Imprimante Lexmark T420DN	2 360 \$
14	Ordinateur CIARA D845GERG2L	24 934 \$
5	Ordinateur CIARA D865GLCLK	6 875 \$
6	Ordinateur Portable Satellite Pro 6100	18 176 \$
1	Ordinateur Portable TECRA M1	3 389 \$
8	Ordinateur Seanix SA115P-Q2	9 744 \$
1	Projecteur Sony VPL-CX5	3 978 \$
2	Serveur HP Proliant ML370	9 419 \$
4	Switch 3Com SuperStack 3	12 081 \$
TOTAL		155 702 \$

26. ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL DEPUIS 1989

Sans objet

27. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS ET LE COÛT DE CHACUN POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004

Juridique

. Accès à l'information Express	117 \$
. Accès à l'information	514 \$
. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	181 \$
. Alter Ego (Code de procédure civile)	260 \$
. Annuaire de jurisprudence et recueil de jurisprudence du Québec (9 abonnements)	3 573 \$
. Cahiers de droit de l'Université de Montréal	50 \$
. Canadian Journal of Administration Law and Practice	223 \$
. Code civil du Québec et code de procédure civile x 49 exemplaires	4 860 \$
. Code de procédure civil annoté et jurisprudence	150 \$
. Code municipal – Cités et villes x 2 exemplaires et Lois du travail et Code criminel	380 \$
. Condominium Law and Administration (selon MAJ)	357 \$
. Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	600 \$
. Droit transitoire sources annoté	106 \$
. Droit de la personne et les relations de travail	117 \$
. Formulaire de procédure civile	68 \$
. Gazette officielle INTERNET partie 1 (français) et partie 2 (anglais) Gazette officielle INTERNET (Licence de site 7 postes) partie 2, (français)	742 \$
. Jurisprudence Express x 9 exemplaires et 1 version électronique	3 710 \$
. Jurisprudence logement x 75 exemplaires	7 020 \$
. Lois refondues du Québec (selon MAJ)	33 \$
. Recueil de droit immobilier	198 \$
. Recueil des arrêts de la Cour suprême	401 \$
. Répertoire électronique de jurisprudence du Barreau	199 \$
. Revue de droit de l'Université de Sherbrooke	30 \$
. Revue de droit de McGill	48 \$
. Revue juridique Thémis	48 \$
. Revue du Barreau	55 \$
. Revue générale de droit	65 \$
. Revue légale	130 \$
. Tableau des modifications et index sommaire des règlements	140 \$

Informatique

- . AS/400 NETWORK 135 \$
- . Network Magazine 160 \$

Économie

- . Affaires (Le journal) + Affaires Plus (magazine) 60 \$
- . Revue de la Banque du Canada 12 \$

Gestion

- . Sentences arbitrales de la fonction publique 125 \$
- . Gestion (revue internationale de gestion) 85 \$
- . Magazine Grafika 49 \$
- . Le Courrier parlementaire (INTERNET – service quotidien) 850 \$
- . Recueil des politiques de gestion (INTERNET) 295 \$
- . Recueil des politique de gestion (1 abonnement papier)(selon MAJ) 112 \$

Communications

- . Bulletin de liaison (Fédération des familles monoparentales et reconstituées du Québec (FARMRQ)) 15 \$
- . Bulletin de la ligue des propriétaires 25 \$
- . Club de presse Blitz 350 \$
- . Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) 48 \$
- . Bulletin de la FLHLMQ 30 \$

Total : 26 726 \$

28. SITE INTERNET

La Régie du logement compte un seul site Internet. Son adresse est la suivante :

<http://www.rdl.gouv.qc.ca>

- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

La conception du site en production de mars 1999 à décembre 2002 a été faite par la compagnie Clickon Technologies dont le chargé de projet se nommait Jeff McDonald, en collaboration avec deux effectifs de la Régie.

Il y a eu une refonte du site amorcée au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase. La refonte a été poursuivie par le personnel de la Régie au cours de l'exercice 2002-2003 et sa mise en production a eu lieu en décembre 2002.

- Les coûts de construction du site :

Le coût de construction du site en production de juin 1998 à décembre 2002 s'élevait à 10 000\$. Le coût de la refonte du site, mis en production en décembre 2002, s'élève à 24 740\$.

- Le coût de l'entretien et de la mise à jour :

L'entretien du site et sa mise à jour se fait à l'interne.

- Qui est responsable du contenu sur le site :

Pierre Marchand, agent de recherche et Webmestre.

- Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :

Une moyenne de quatre fois par mois. Toutefois, en janvier de chaque année, une mise à jour importante est faite puisqu'il faut refondre les documents visant à faciliter la négociation de la variation du loyer par les locataires et locateurs.

28. SITE INTERNET

- Le nombre de visiteurs (hits) par mois :

**Site internet de la Régie du logement
Statistiques du nombre de visites (hits) par mois
Exercice 2003-2004**

Mois	Nombre total de visites (hits)
Avril 2003	72427
Mai 2003	56048
Juin 2003	48917
Juillet 2003	46857
Août 2003	42886
Septembre 2003	47429
Octobre 2003	50410
Novembre 2003	51688
Décembre 2003	53438
Janvier 2004	117422
Février 2004	127281
Mars 2004	132896

SOURCE : Webtrends

- Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Le site a été mis en service pour la première fois en 1996 : il contenait des renseignements fragmentaires sur la Régie.

La première véritable construction du site remonte à l'exercice 1998-1999, construction qui s'est terminée en mars 1999. Voici les critères retenus pour justifier les changements : amélioration de service d'information aux citoyens en matière de bail d'habitation en vue de favoriser l'harmonisation des relations entre locataires et propriétaires.

Une refonte du site a débuté au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase et s'est poursuivie au cours de l'exercice 2002-2003 par le personnel de la Régie. La mise en production a eu lieu en décembre 2002.

Le coût de 24 740\$ a été assumé par Les Publications du Québec dans le cadre d'une entente d'échanges de services que la Régie a conclue avec cet organisme en 2001.

28. SITE INTERNET

Les critères retenus pour justifier les changements sont les suivants :

- permettre à l'utilisateur d'avoir accès, dès la page d'accueil, à un plus grand nombre d'informations, de rubriques, de documents et de nouvelles du jour;
- faciliter la navigation pour permettre à l'utilisateur de trouver l'information recherchée en moins d'une minute;
- voir à ce que les pages du site soient organisées de manière cohérente et intuitive pour l'utilisateur.

29. LISTE DES PROGRAMMES SPÉCIFIQUES OFFERTS AUX JEUNES (15-35-ANS)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

30. MISSION À L'ÉTRANGER

Sans objet

**31. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ
SALARIALE**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

32. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2003-2004 DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

a) Téléphonie	350 978 \$
b) Matériel informatique	155 702 \$
c) Logiciels	55 719 \$
d) Programmation	(dépense en traitement seulement)
e) Formation	1 017 \$

**33. LISTE ET COPIE DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS DANS LE
CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT**

Aucun contrat octroyé dans le cadre du processus de réingénierie de l'État.

**34. LISTE ET COPIE DES SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU
PROCESSUS DE RÉINGÉNIÉRIE DE L'ÉTAT**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question n° 6.

**35. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR EFFECTUER LA
PLANIFICATION DES DÉPARTS À LA RETRAITE, DES
EMBAUCHES ET DU RENOUVELLEMENT DES CONTRATS
D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**36. NOMBRE DE RÉUNIONS DU COMITÉ MINISTÉRIEL SUR
L'ORGANISATION DU TRAVAIL POUR L'ANNÉE 2003-2004**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**37. BUDGETS CONSACRÉS À LA SÉCURITÉ DE L'ORGANISME
(INTERNE OU PAR CONTRAT À L'EXTERNE) POUR 2003-2004**

Il s'agit essentiellement des coûts reliés à l'embauche d'agent de sécurité pour les bureaux situés aux adresses suivantes :

5199, rue Sherbrooke Est, Montréal	42 981,00 \$
1425, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal	32 439,00 \$
29, rue Fabre, Valleyfield	4 446,00 \$
1050, boul. Casavant Ouest, St-Hyacinthe	1 110,00 \$
900, boul. René-Lévesque Est, Québec	271,00 \$
	<hr/>
Total :	81 247,00 \$

38. NOMBRE ET NATURE DES GRIEFS FORMULÉS À L'ÉGARD DES POLITIQUES MINISTÉRIELLES VISANT À ASSURER LA CONFIDENTIALITÉ DES INFORMATIONS AINSI QUE LE NOMBRE DE SANCTIONS IMPOSÉES AUX EMPLOYÉS ET AUX CADRES À L'ÉGARD DE CES MÊMES POLITIQUES

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**39. TOUTE MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE
NOUVELLE DIRECTIVE À L'ÉGARD DE LA CIRCULATION ET LA
CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION**

Aucune directive à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information.

**40. NOMINATIONS, DEPUIS LE 29 AVRIL 2003, DE MANDATAIRES,
ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS**

Aucune nomination

**41. TOUTE NOUVELLE ENTENTE OU LETTRE D'ENTENTE AINSI QUE
TOUTE MODIFICATION À UNE ENTENTE EXISTANTE AVEC LE
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL**

Sans objet

**42. TOUTES LES ÉTUDES COMMANDÉES EN 2003-2004 SUR LA
PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES
GOUVERNEMENTAUX DÉJÀ OFFERTS OU DE NOUVEAUX SERVICES
PUBLICS**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question n° 7.

**43. DÉPENSES EFFECTUÉES POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES
DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC POUR 2003-2004**

Sans objet

**44. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2003-2004 AINSI QUE LES PRÉVISIONS
POUR 2004-2005 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL
POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES
CONTRATS OCTROYÉS ET LES ÉCHÉANCES PRÉVUES**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**45. RAPPORTS ET ÉVALUATION DES MISSIONS EFFECTUÉES À
L'ÉTRANGER PAR LE PREMIER MINISTRE, SA CONJOINTE, LES
MINISTRES, LES MINISTRES DÉLÉGUÉS, LES HAUTS
FONCTIONNAIRES**

Veillez vous référer à la question n° 4.

**46. LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE
AU LOBBYING PAR L'ORGANISME**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**47. LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION
D'ACCÈS À L'INFORMATION**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**48. LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT
PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

49. NOMBRE DE POSTES NON COMBLÉS DEPUIS FÉVRIER 2004

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

50. NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE EN 2003-2004, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DEPUIS FÉVRIER 2004

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**51. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE
CONSEIL DU TRÉSOR POUR FERMER L'ANNÉE 2003-2004 ET
MESURES PRISES PAR CHACUN D'ENTRE EUX POUR ATTEINDRE
CES CIBLES**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

52. LISTE DES NOMINATION EFFECTUÉES PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**53. SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX PORTANT
SUR LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT À LA DEMANDE DU CONSEIL
EXÉCUTIF, DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DES COMITÉS FORMÉS
PAR LE GOUVERNEMENT**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**54. LISTE DES CONTRATS CONFIS À L'EXTERNE À DES FINS DE
RÉINGÉNIERIE (DISCOURS, SÉANCES DE REMUE-MÉNINGS, ETC.)**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question n° 8.

**55. SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION DE CHAQUE
MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES
CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER.**

Sans objet

56. NOMBRE D'ATTACHÉS POLITIQUES QUI ONT SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉE DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**57. LA LISTE AINSI QUE LES MONTANTS VERSÉS À CHACUN
DES TRAITEURS AYANT FAIT AFFAIRE AVEC L'ORGANISME
EN 2003-2004**

NOM DU TRAITEUR

MONTANT VERSÉ

À la petite campagne

897,00 \$

Pomerleau maître traiteur

101,65 \$

Total :

998,65 \$

**58. ÉVOLUTION DEPUIS 2000 DU NOMBRE DE FONCTIONNAIRES
RESPONSABLES DES DOSSIERS DE CONDITION FÉMININE ET
PRÉVISION D'EFFECTIFS POUR 2004-2005**

Aucun

**59. LISTE DE TOUTES LES PUBLICATIONS RELATIVES À
LA CONDITION FÉMININE POUR 2003-2004, PUBLIÉES PAR
L'ORGANISME**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question n° 3.

**60. COPIE DES RAPPORTS DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS
ET DE TOUS LES GROUPES DE TRAVAIL EN 2003-2004**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**61. COPIE DES PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DE TOUS LES
MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**Régie
du logement**

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE

L'OPPOSITION OFFICIELLE

AVRIL 2004

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2004

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 67. Ventilation pour chacun des bureaux régionaux (directions territoriales) de la Régie du logement, au 31 mars 2004 :
 - a) de son budget
 - b) du nombre d'employés occasionnels et permanents
 - c) du nombre de dossiers reçus et de dossiers traités et délai moyen de réponse

 - 68. Nombre de bureaux régionaux (directions territoriales) relocalisés ou fermés en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005

 - 69. Motif et raisons de ces fermetures et ventilation des économies réalisées ou prévues

 - 70. Échéancier de la révision du mode de calcul de la Régie du logement en matière de fixation des loyers

 - 71. Comparaison des bénéfices engendrés par la tarification des frais exigibles à la Régie du logement pour 2002-2003, 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005

 - 72. Statistiques sur les activités de la Régie par direction territoriale

 - 128. État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions

 - 129. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles tel que prescrit par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*
-

**67. VENTILATION POUR CHACUNE DES DIRECTIONS TERRITORIALES
DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, AU 31 MARS 2004**

Territoire		A) Budget	B) Personnel en place		TOTAL	C) Dossiers reçus, traités et délai moyen de réponse
			Régulier	Occasionnel		
1.	Direction territoriale de Montréal	2 054 217 \$	56	14	70	Voir réponse à la question 72
2.	Direction territoriale de l'Ouest	735 100 \$	22	2	24	
3.	Direction territoriale de l'Est	1 066 553 \$	32	3	35	
4.	Direction territoriale du Sud	806 507 \$	25	1	26	
Sous total :		4 662 377 \$				
5.	Dépenses non ventilées (ex. : frais de voyage, frais de huissiers, gardiennage et sécurité)	238 150 \$				
TOTAL		* 4 900 527 \$	135	20	155	

* Le budget ventilé par direction territoriale concerne uniquement les traitements. De plus, cette somme ne comprend pas la dépense en traitement des 31 régisseurs qui s'élève à 3 438 010 \$.

**68. NOMBRE DE BUREAUX RÉGIONAUX (DIRECTIONS
TERRITORIALES) RELOCALISÉS OU FERMÉS EN 2003-2004
ET PRÉVISIONS POUR 2004-2005**

Bureaux relocalisés en 2003-2004

Aucun

Prévisions de relocalisation de bureaux en 2004-2005

Aucune

Fermeture de bureaux en 2003-2004

Aucune

Prévision de fermeture de bureaux en 2004-2005

Aucune

**69. MOTIF ET RAISONS DE CES FERMETURES ET VENTILATION DES
ÉCONOMIES RÉALISÉES OU PRÉVUES**

Sans objet

70. ÉCHÉANCIER DE LA RÉVISION DU MODE DE CALCUL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN MATIÈRE DE FIXATION DE LOYERS

Suite à un appel d'offres public, lancé en avril 2003, la Régie a confié le mandat d'évaluer la méthode de fixation des loyers au Groupe-conseil Roche. Les activités du consultant ont débuté en mai pour se conclure en novembre par le dépôt du rapport final contenant les recommandations de la firme. La Régie a par la suite élaboré sa propre réflexion dans un mémoire qu'elle a remis au Ministre, en début février, accompagné du rapport Roche. À son tour, le Ministre a lancé sa propre consultation en invitant les différents acteurs du milieu concernés par la méthode de fixation des loyers à faire part de leurs commentaires avant le 31 mars 2004. Les travaux dans ce dossier se poursuivront en 2004-2005.

Échéancier

Publication de l'appel d'offres :	7 avril 2003
Dépôt et ouverture des offres sans ouverture des prix :	25 avril 2003
Évaluation des offres et choix du fournisseur :	1 ^{er} mai 2003
Dépôt et présentation du document de consultation :	23 mai 2003
Consultations des acteurs dans le domaine du logement locatif :	28 mai au 21 juillet 2003
Dépôt et présentation du compte rendu des consultations :	19 août 2003
Dépôt du rapport final à la Régie :	20 novembre 2003
Dépôt du rapport Roche et du mémoire de la Régie au ministre :	février 2004
Commentaires au ministre des acteurs du milieu au sujet du Rapport Roche :	31 mars 2004
Analyse, par la Régie, des commentaires reçus :	printemps - été 2004

71. COMPARAISON DES BÉNÉFICES ENGENDRÉS PAR LA TARIFICATION DES FRAIS EXIGIBLES À LA RÉGIE DU LOGEMENT 2002-2003, 2003-2004 ET PRÉVISIONS POUR 2004-2005

Les revenus de tarification sont les suivants :

- Pour l'année 2002-2003 : 4 164 261 \$
- Pour l'année 2003-2004 : 4 500 000 \$
- Pour l'année 2004-2005 : 4 500 000 \$ (prévision)

72. STATISTIQUES SUR LES ACTIVITÉS DE LA RÉGIE PAR DIRECTION TERRITORIALE

a) la nature des recours intentés

Causes introduites ou relancées en 2003-2004

Demandes relatives au non-paiement du loyer	43 887
Introduites par les propriétaires	41 965
Recouvrement-résiliation	35 681
Résiliation pour retard fréquent	6 284
Causes relancées	1 922
Causes civiles (autres)	25 027
Causes introduites par les propriétaires	15 636
Demandes reliées au déguerpissement	2 070
Résiliation de bail pour autre motif	5 514
Recouvrement de loyer (cas spéciaux)	2 263
Rétractation d'une décision	772
Reprise du logement	2 196
Dommages-intérêts	847
Expulsion après échéance du bail	422
Ordonnances	369
Autorisation de convertir en copropriété divise	160
Aliénation d'un ensemble immobilier	16
Recours propres aux logements à loyer modique	4
Travaux majeurs (autorisation)	49
Autres recours	954
Causes introduites par les locataires	8 342
Résiliation de bail	499
Diminution de loyer	2 788
Dommages punitifs	524
Autres dommages-intérêts	744
Rétractation d'une décision	1 783
Autorisation de déposer le loyer	490
Restitution d'une somme due	147
Ordonnances	304
Recours entre colocataires	94
Recours propres aux logements à loyer modique	76
Travaux majeurs (opportunité et conditions)	74
Autres recours	819
Causes relancées	1 049
Demandes de fixation	16 130
Introduites par les propriétaires	15 371
Introduites par les locataires	667
Causes relancées	92
Demandes de révision	609
Introduites par les propriétaires	431
Introduites par les locataires	172
Causes relancées	6
Ensemble des causes	85 653
Introduites par les propriétaires	73 403
Introduites par les locataires	9 181
Causes relancées	3 069

72. STATISTIQUES SUR LES ACTIVITÉS DE LA RÉGIE PAR DIRECTION TERRITORIALE

b) le nombre de "requêtes" déposées

Causes introduites ou relancées par direction territoriale en 2003-2004

	Non- paiement	Causes civiles (autres)	Fixation et révision	Total
Direction territoriale de Montréal	22 708	13 094	11 977	47 779
Direction territoriale de l'Est	5 317	3 630	1 688	10 635
Direction territoriale de l'Ouest	7 758	4 166	1 316	13 240
Direction territoriale du Sud	8 104	4 137	1 758	13 999
Ensemble	43 887	25 027	16 739	85 653

c) le nombre de décisions rendues

Décisions rendues par direction territoriale en 2003-2004

	Non- paiement	Causes civiles (autres)	Fixation et révision	Total
Direction territoriale de Montréal	16 436	8 456	7 490	32 382
Direction territoriale de l'Est	3 531	2 453	710	6 694
Direction territoriale de l'Ouest	5 779	2 408	641	8 828
Direction territoriale du Sud	5 816	2 069	728	8 613
Ensemble	31 562	15 386	9 569	56 517

d) les délais entre le dépôt de la "requête" et l'audition (en mois)

Décisions rendues en 2003-2004, en l'absence de remise, d'ajournement et de suspension

	Non- paiement	Causes civiles (autres)	Fixation et révision
Direction territoriale de Montréal	1,2	5,7	6,2
Direction territoriale de l'Est	1,2	4,3	7,0
Direction territoriale de l'Ouest	1,6	5,0	4,9
Direction territoriale du Sud	1,3	4,7	5,0
Ensemble	1,3	5,2	6,0

e) les délais entre l'audition et la signification de la décision (en jours)

Décisions rendues en 2003-2004, en l'absence de remise, d'ajournement et de suspension

	Non- paiement	Causes civiles (autres)	Fixation et révision
Direction territoriale de Montréal	9	16	26
Direction territoriale de l'Est	4	10	14
Direction territoriale de l'Ouest	4	6	19
Direction territoriale du Sud	7	21	26
Ensemble	7	14	25

**128. ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DONNÉ AUX ENGAGEMENTS
CONTENUS DANS LE PLAN QUÉBEC-RÉGIONS EN PRÉCISANT LES
SOMMES VERSÉES POUR 2002-2003 AINSI QUE LES PRÉVISIONS
POUR 2003-2004**

Sans objet

129. COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES TEL QUE PRESCRIT PAR LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (Chapitre A-2.1)

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, la liste de classement peut être consultée sur place.